

EXCLUSIF. L'étude du député Jean-Louis Touraine qui explique la pénurie d'organes

18h09, le 12 janvier 2020

**Le Journal
du Dimanche**

Par Anne-Laure Barret 

PREMIUM Le député et médecin Jean-Louis Touraine pointe des disparités régionales dans une enquête inédite qu'il a pilotée et dont il présente les résultats mardi.



Le professeur Jean-Louis Touraine présente mardi les résultats d'une enquête inédite d'un an menée par l'association France Transplant. (Sipa)

Est-ce le médecin ou le député LREM spécialiste des questions de santé qui alerte sur un des maux cachés de l'hôpital public? Les deux, puisque l'homme est multicasquettes. Le professeur Jean-Louis Touraine présente mardi les résultats d'une enquête inédite d'un an menée par l'association France Transplant – dont il est aussi le président. Le constat d'une pénurie d'organes et d'un déficit de transplantations, qui fait écho aux bilans annuels de l'Agence de biomédecine (ABM), est inquiétant. "Plus de 24.000 patients attendent une opération alors que moins de 6.000 greffes sont réalisées chaque année, se désole cet ancien chirurgien transplanteur. Résultat, les temps d'attente s'allongent et 600 à 800 personnes meurent faute d'être opérées."

L'étude s'intéresse plus précisément aux greffes rénales (80% du total). Elle révèle que la situation est très aiguë dans certaines Régions comme l'Île-de-France, à laquelle la province fournit des reins. À l'opposé, la Bretagne, par exemple, a de bons résultats. Même si le fait était connu des spécialistes de la transplantation, dont Jean-Louis Touraine, l'ampleur des disparités mises au jour a surpris ce dernier. "Elles sont immenses, tonne-t-il. Il y a des endroits où on en fait deux fois plus qu'ailleurs."

Des refus de prélèvements hors la loi

La différence entre les taux de refus d'une Région à l'autre est une des causes de ces variations. "Dans la moitié des cas, ces refus sont hors la loi", note Jean-Louis Touraine. En clair, des familles s'opposent, au nom de leurs proches en état de mort cérébrale, à un prélèvement sans en avoir le droit : la législation de 1976 prévoit un consentement présumé au don, le refus devant avoir été exprimé du vivant de la personne. "On a environ 40% de refus, indique le médecin, alors que, dans les sondages, seulement 15% des Français se disent hostiles au prélèvement."

Comment expliquer de tels blocages? Cette fois, c'est Jean-Louis Touraine le député qui s'agace : "Il y a des défauts d'organisation importants : l'hôpital manque d'effectifs et de moyens, et quand il souffre, les soins non programmés, c'est-à-dire les urgences mais aussi les transplantations, sont affectés."

Dans une étude scientifique de 2018 consacrée aux moyens alloués à la transplantation rénale dans l'Hexagone, le professeur Bruno Moulin, du CHU de Strasbourg, ne disait pas autre chose. Aujourd'hui, tout en insistant sur l'excellence des équipes françaises, il énumère les embûches quotidiennes : "C'est une médecine stressante et on doit travailler à flux tendu : beaucoup de centres sont en situation de surchauffe. On manque d'anesthésistes pour ouvrir les blocs, de médecins pour opérer, d'infirmières, de lits."

La France reste dans le top 5 mondial

Aux yeux de Jean-Louis Touraine, le manque de moyens expliquerait également la disparité des taux de refus. "Certains établissements ne veulent pas payer pour envoyer leurs équipes se former au bon accueil des familles." Et de préciser que l'activité de transplantation n'est pas "assez bien rémunérée", ce qui n'incite pas les directions hospitalières à en faire une priorité.

Justement en mission en Guadeloupe, où la pénurie d'organes est importante, le professeur Olivier Bastien, directeur scientifique de l'ABM, révèle que, malgré une hausse des prélèvements de plus de 8 % au premier semestre, les résultats pour 2019 seront finalement décevants. "Quand les ressources financières sont contraintes, il peut y avoir des difficultés", admet-il tout en assurant que "le tableau n'est pas si noir" et que "la France reste dans le top 5 mondial" en matière de taux de transplantation par million d'habitants.

«Certains établissements ne veulent pas payer pour envoyer leurs équipes se former au bon accueil des familles»

Selon le professeur Bruno Moulin, les problèmes structurels pointés dans le rapport de France Transplant comme dans ses propres recherches freinent l'innovation. "Pour espérer atteindre un jour nos objectifs, il faudrait multiplier les prélèvements de reins sur des donneurs vivants, c'est-à-dire sur des proches des malades. Mais ces opérations-là nécessitent plus de personnels hospitaliers, donc on a du mal à en faire plus."

À la clé, il y aurait pourtant de sacrées économies pour le système de santé. Dans ses travaux, Bruno Moulin a estimé qu'un centre augmentant son activité de 30 transplantations par an génère plus de 1 million d'euros d'économie chaque année en évitant aux patients d'être dialysés. Une position que partage Jean-Louis Touraine : "On pourrait économiser des milliards d'euros sur plusieurs années tout en sauvant des vies."